



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines prescriptions applicables à
l'établissement exploité par la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING située sur la
commune de Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment son titre I^{er} du livre V et ses articles L.513-1 et R.513-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées, modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 relatif à la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING à Colomiers (31) ;

Vu la demande de bénéficier des droits acquis, adressée au préfet par la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING, le 23 décembre 2021, au titre de l'article R.513-1 du code de l'environnement (rubrique 1510) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2022 ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article R.513-1 susvisé du code de l'environnement, la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING peut solliciter du préfet le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510, modifiée par le décret n°2020-1169 susvisé ;

Considérant que l'exploitant a bien formulé une demande à bénéficier des droits acquis dans le délai d'une année suivant l'entrée en vigueur du décret ayant modifié la rubrique n°1510 ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING à Colomiers par lettre du 19 avril 2022, notifiée le 28 avril 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING n'a pas émis d'observation dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er} – La société UNITHER LIQUID MANUFACTURING, dont le siège social est situé 1-3 allée de la Neste à Colomiers, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Art. 2 - Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

N° rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime
3450	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires		A
1510.2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	<ul style="list-style-type: none"> • une cellule de stockage de matières premières et d'articles de conditionnement de 27 342 m³ ; • une cellule de stockage de produits finis de 15 831 m³ ; • un auvent de palettes en bois de 916 m³ ; • un bâtiment de stockage de produits inflammables de 1 718 m³ ; • un auvent de stockage de matières premières combustibles stockées en réservoirs de 2 432 m³ ; • une zone d'activité contenant un stockage en réservoir d'encours de production en quantité supérieure à 2 jours de production de 61 352 m³. <p>Total IPD : 109 591 m³</p>	E
1185.2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés [...] ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	520 kg	D

2910.A.2	<p>Combustion</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Une chaudière au gaz de 3,75 MW</p> <p>Un groupe électrogène de 0,56 MW</p> <p>Un groupe électrogène de 0,032 MW</p> <p>Puissance totale : 4,342 MW</p>	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<p>26 chargeurs + 1 local de charge magasin général (85,5 kW) + 1 local de charge centrale de pesée (4 kW)</p> <p>Puissance totale : 89,5 kW</p>	D
4140.1	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p>	13,2 t	D
4441.2	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	6 t	D
4331-3	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	99 t	D

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

Art. 3. – Activités relevant de la rubrique 1510

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 susvisé sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement au titre de la rubrique n°1510 précisées dans les conditions définies à l'annexe VII (Dispositions applicables aux installations régulièrement mises en service au 1^{er} janvier 2021 et nouvellement soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation en vertu du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature).

Art. 4. – Tous les frais occasionnés par les études, analyses et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté leur a été notifié.

Art. 6. – Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Colomiers et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Colomiers pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis au préfet de la Haute-Garonne ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Colomiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société UNITHER LIQUID MANUFACTURING.

Fait à Toulouse, le **30 MAI 2022**

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,

Serge JACOB